



RENCONTRE AVEC P. MOSCOVICI

M. le ministre, voilà un an que vous êtes à Bercy à la tête de nos ministères économiques et financiers. Peut être est-ce un temps un peu court pour vouloir dresser un bilan de votre action vis-à-vis des personnels de nos administrations.

Nous ne sommes pas, comme les médias jamais avarés d'un mot... bon ou mauvais. Nous, nous refusons de tomber dans la caricature, mais nous observons que vous avez un discours très généreux sur le dialogue social, avec au final peu d'actes.

Depuis un an il y a eu l'arrêt officiel de la RGPP, mais la MAP qui la remplace n'apporte guère de changement.

Vous nous direz que la MAP sous-tend une ambition... Mais les agents ne perçoivent qu'une forme de continuité :

- toujours moins d'emplois,
- des conditions de travail qui se dégradent,
- une charge de travail qui augmente, comme vous l'avez rappelé vous-même à l'instant,
- et depuis peu, un pouvoir d'achat qui régresse drastiquement.

Les agents de nos différentes directions ont bien compris qu'ils n'étaient pas «prioritaires».

Pourtant, ils sont touchés les premiers par les différentes affaires politico-médiatiques qui touchent notre ministère comme l'affaire de la viande de cheval ou les mesures contre les paradis fiscaux, et les premiers, subissent les foudres du public scandalisé par le comportement de certains nos responsables politiques !

Bref, vous le comprendrez, M. Le Ministre, nous ne sommes pas du tout satisfaits de la situation.

Plusieurs sujets transverses nous paraissent devoir relever de votre autorité et doivent être revus avec attention sous votre égide.

Nous exigeons un **moratoire sur les suppressions de postes** qui deviennent tout bonnement insupportables dans les services.

La bonne volonté et la conscience professionnelle des agents ne pourront éternellement masquer les effets néfastes des baisses d'effectifs !

D'autant qu'à ce jour, hormis de belles paroles, vous n'avez adressé aucun geste fort au personnel. Nous vous en suggérons quelques uns :

La sécurité

Sur la sécurité des agents, nous revendiquons une étude globale dans nos directions. Ce sujet est primordial et récurrent et chaque agent de nos ministères financiers a le droit à ce que sa sécurité soit assurée dans l'exercice de ses fonctions.

La prime d'intéressement

A ce sujet, les fédérations CFTC et UNSA vous ont envoyé une lettre ouverte pour vous demander un plan pluriannuel de revalorisation afin d'atteindre, en cinq ans, la somme de 500 euros. Il faut noter que cette prime n'a jamais été revalorisée depuis sa création alors que les agents font toujours plus avec moins de moyens !

Nous réaffirmons aujourd'hui cette demande et nous vous demandons une négociation sur ce sujet. Ce serait un bon point de départ d'une prise en compte de l'implication du personnel dans le fonctionnement de nos administrations.

Pour mémoire, les primes d'intéressement des opérateurs publics sous tutelle sont bien plus élevées que celles que vous daignez nous octroyer.

Frais de déplacement

Il est temps, M. le Ministre, de faire procéder à une **revalorisation des frais de déplacement** qui sont toujours calculés depuis une circulaire de 2007. Il nous semble que la vie a quelque peu augmenté depuis... On se retrouve dans une situation où des agents du ministère finissent par être de leur poche pour travailler. C'est incroyable, injuste et intolérable !

Conditions de vie au travail (CDVT)

Les fédérations CFTC et UNSA vous rappellent leur attachement aux sujets qui touchent **les CDVT**. Plus que jamais nous pensons que l'environnement au travail doit être étudié, analysé et si nécessaire corrigé. Nous attendons sur ce sujet, comme sur les autres, un engagement fort de votre part !

SUJETS DIRECTIONNELS

Au niveau des différentes directions de ce ministère, nos collègues de l'INSEE sont inquiets pour leurs conditions de travail au sein des directions régionales. Nous notons tout de même une décision intéressante au niveau du site de Metz pour stabiliser les services et les agents déjà déplacés. Par ailleurs, le sujet des enquêteurs, pour nos Fédérations, n'est pas soldé. Les contrats actuels améliorent légèrement leurs situations mais la loi Sauvadet n'est respectée ni dans ses principes, ni dans ses textes.

A la DGCCRF, nos collègues aimeraient savoir comment envisager demain, quelle place sera la leur au sein de la REATE (comment, avec qui, sous quel ordre, pourquoi).

Nos collègues de la DGFIP, après une éprouvante campagne d'impôt sur le revenu, attendent toujours des réponses :

- sur une vraie simplification fiscale (le crédit d'impôt pour les travaux à domicile est un cauchemar),
- sur l'accueil (quand interviendra la mise en œuvre de l'abondement indemnitaire ?)
- sur la pérennité des budgets de fonctionnement (obtenir papier et stylo peut être difficile !)
- ou encore sur la sécurité des agents et le rôle du management aujourd'hui à la DGFIP.

A la Douane, le projet stratégique conçu par la Direction générale est pour le moins décoiffant, ce que sous-tend ce projet, ce sont encore des milliers de suppressions d'emploi à la Douane d'ici 2018 avec en contrepartie un plan social d'accompagnement figé sans aucune amélioration. Un arbitrage ministériel sur le PSD 2018 et sur le plan social est impératif. La Douane n'a plus de réseau suffisamment étoffé pour permettre le reclassement des agents restructurés sans les faire déménager. Il faut veiller à ce que nous ne nous trouvions pas devant des drames humains.

Pour conclure M. Le Ministre, à la veille de l'ouverture de la conférence sociale sur les retraites, nous tenons à réaffirmer notre volonté de voir pérenniser notre système de retraite de la Fonction publique alors que de nombreuses voix se font déjà entendre pour réclamer un rapprochement public-privé des régimes de retraites malgré les différents rapports montrant que les fonctionnaires ne sont pas privilégiés et qu'un rapprochement coûterait en réalité beaucoup plus cher qu'actuellement.

Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien sur ce dossier qui est bien souvent caricaturé et instrumentalisé pour essayer de pointer du doigt les fonctionnaires et chercher à les culpabiliser.

Non, les fonctionnaires des Finances ne sont pas des nantis, et la baisse continue de leurs rémunérations font que nombre de pensions deviennent très insuffisantes pour vivre dignement, et cela encore plus pour les retraités des grandes villes confrontés à des loyers élevés.

Bref, M. Le Ministre, nous vous demandons de redonner du contenu au dialogue social de votre Ministère et de mettre en œuvre certaines mesures demandées par nos deux organisations syndicales, dans l'intérêt des agents de nos ministères.